

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 05 Mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MCPP FRANCE

ZI - Route de La Gaubretière
BP 3
85130 Tiffauges

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement MCPP FRANCE implanté ZI - Route de La Gaubretière BP 3 85130 Tiffauges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de l'action nationale 2025 relatif à la prévention du risque de pertes de granulés de plastiques industriels (GPI), de la mise en œuvre des dispositions relatives aux rejets de PFAS, ainsi que de la gestion de la pollution du site aux phtalates.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MCPP FRANCE
- ZI - Route de La Gaubretière BP 3 85130 Tiffauges
- Code AIOT : 0006302374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MCPP a été autorisée, par arrêté préfectoral du 12 juillet 2002, à exploiter à Tiffauges une usine de fabrication de compounds plastiques. Le site comprend notamment des installations de transformation de polymères (rubrique 2661), de stockage de polymères (rubrique 2662) et de stockage de solides facilement inflammables (rubrique 1450) soumises à autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 relative à la prévention des pertes de GPI
- Rejets de PFAS
- Suivi des eaux souterraines
- Gestion de la pollution du site
- Prévention du risque de déversement accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan hors fiches de constats

En janvier 2017, l'exploitant a fait procéder, par la société SEREA, à un diagnostic de pollution des sols, qui a mis en évidence une importante pollution aux phtalates (principalement le DEHP¹). Ces phtalates ont été utilisés jusqu'en 2024, dans la production de GPI de PVC.

Des investigations complémentaires ont été menées, en avril 2017 (sols, eaux souterraines, eaux superficielles et leurs sédiments, gaz du sol) et en décembre 2017 (eaux superficielles). Ces investigations ont confirmé la présence, au droit du site, d'une très importante pollution des sols (jusqu'à 9 500 mg/kg de DEHP) et des eaux souterraines (jusqu'à 40 000 µg/l de DEHP). Elles ont également révélé des anomalies importantes dans les eaux superficielles en aval (jusqu'à 480 µg/l de DEHP) et dans les sédiments (26 000 mg/kg d'hydrocarbures C10-C40 et jusqu'à 620 mg/kg pour la somme de plusieurs phtalates).

En conclusion de ce diagnostic complémentaire, il était notamment recommandé de mettre en œuvre des premières mesures simples de gestion (système de traitement des eaux pluviales, curage du fossé de collecte des eaux pluviales, hydrocurage d'une buse du réseau des eaux pluviales, etc.), de compléter les analyses de sols pour préciser l'étendue de la pollution, de réaliser une interprétation de l'état des milieux (IEM) et un plan de gestion de pollution, ainsi que de mettre en place une surveillance pérenne des eaux superficielles et souterraines. Le schéma conceptuel établi dans le cadre de ce diagnostic complémentaire identifie les risques de consommation d'animaux,

1 DEHP : phtalate de bis(2-éthylhexyle), aussi désigné sous le sigle DEHP (de l'anglais DiEthylHexyl Phthalate)

d'ingestion/inhalation d'eaux souterraines et d'ingestion/inhalation d'eaux superficielles.

À la suite de ces recommandations, l'exploitant a réalisé les actions suivantes :

- Curage du fossé de collecte des eaux pluviales, en décembre 2017. Dans ce cadre, 100 t de terres polluées ont été excavées et gérées hors site. Les analyses en fond de fosse ont cependant mis en évidence la présence d'une pollution résiduelle significative.
- Mise en place d'un dispositif temporaire de traitement des eaux pluviales (boudins).
- Mise en place d'un dispositif pérenne de traitement des eaux pluviales, afin de piéger les phtalates lourds.
- Busage du fossé de collecte des eaux pluviales.
- Analyses ponctuelles des eaux superficielles au niveau des 2 étangs localisés au sud du site (mais pas en aval hydraulique), en décembre 2017. Les résultats ont mis en évidence des traces de BDE 309² et l'absence de phtalates.

L'arrêté complémentaire du 30 août 2018 a imposé à l'exploitant la mise en place d'une surveillance pérenne des eaux souterraines (cf point de contrôle 9)

Compte tenu de ces éléments et des constats réalisés lors de la visite de contrôle, en cohérence avec la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, il est jugé nécessaire d'imposer à l'exploitant :

- la réalisation d'une IEM, ainsi que de toutes les investigations complémentaires nécessaires à cette démarche, afin de s'assurer que la pollution ne présente pas de risques sanitaires pour les tiers ;
- la réalisation d'un plan de gestion de pollution, ainsi que de toutes les investigations complémentaires nécessaires à cette démarche, afin d'étudier les possibilités de gestion de la pollution sur site ;
- la mise à jour du schéma conceptuel, au vu des investigations complémentaires réalisées ;
- la mise en place d'une surveillance pérenne des eaux superficielles hors site ;
- le renforcement du réseau de surveillance des eaux souterraines, en cohérence également avec l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Un projet d'arrêté complémentaire en ce sens sera prochainement transmis au préfet de la Vendée, en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

2-3) Synthèse des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023 ³ , article 3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
7	Audit GPI	Code de l'environnement, article D.541-364	Demande d'action corrective	1 mois

² Le BDE 309 est un polybromodiphényléthers (PBDE)

³ Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Surveillance des eaux souterraines (obligations de l'AM du 02 02 1998)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 ⁴ , article 65 bis	Demande d'action corrective	4 mois
11	Aires de dépotage des produits liquides	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 ⁵ , article 25.VI	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Prévention du rejet de GPI dans les eaux pluviales	Code de l'environnement, article D.541-361	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines (obligations de l'APC de 2018)	Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 1	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des insuffisances ont été relevées concernant les campagnes 2023 de recherche des substances PFAS rejetées. Une nouvelle campagne doit être réalisée afin de fiabiliser les données.

L'exploitant a bien fait réaliser l'audit triennal relatif à la prévention du risque de pertes de GPI. Depuis, il a mis en place un dispositif de traitement des eaux pluviales, afin de piéger les GPI.

Les résultats de la surveillance des eaux souterraines au droit du site, mise en place après la découverte d'une pollution des sols aux phtalates (principalement du DEHP), montrent que les anomalies sont toujours très importantes. Les investigations réalisées jusqu'à présent ne permettent pas d'exclure la possibilité d'un impact de cette pollution hors du site. Un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé au préfet de la Vendée, afin de gérer cette pollution (cf 2-2 bilan hors points de contrôle).

2-5) Fiches de constats

4 Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

5 Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a présenté sa démarche de recherche des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation. Pour cela, il a notamment questionné ses fournisseurs et exploité les FDS des matières premières utilisées. L'exploitant a identifié un PFAS, le PTFE (Polytétrafluoroéthylène - n°CAS 9002-84-0), qui a été utilisé sur site jusqu'en mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Le site dispose d'un circuit de refroidissement des machines d'extrusion, en circuit fermé. Ce circuit est associé au bassin n°1 (cf photo ci-après). Son appoint est réalisé par de l'eau potable du réseau (ayant servi une première fois au refroidissement des GPI d'élastomères thermoplastiques) et par la réutilisation d'eaux pluviales de toiture. Une purge vers le fossé de collecte des eaux pluviales (désormais busé) est réalisée par trop-plein, à l'aide des deux orifices de gauche sur la photo ci-après. Cette purge constitue l'exutoire EI identifié à l'article 4.1.2 de l'arrêté d'autorisation.



Les autres eaux pluviales du site sont également collectées et rejetées au milieu via ce fossé (désormais busé), pour une partie après passage dans un bassin d'orage/confinement. Le fossé de collecte correspond à l'exutoire EP identifié à cet article.

L'exploitant a fait réaliser trois campagnes d'analyses des PFAS (liste des 20 PFAS + 8 PFAS additionnels mentionnés dans l'arrêté ministériel), en octobre 2023, novembre 2023 et décembre 2023.

Néanmoins, les prélèvements ont été réalisés uniquement au niveau de l'exutoire EP, pas au niveau de l'exutoire EI, ce qui constitue un écart. En effet, en application de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023, une campagne devait être réalisée sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Or, l'exutoire EI est directement lié au process de transformation de polymères (rubrique 2661, visée par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023).

En outre, lors de ces campagnes, le PTFE n'a pas été recherché, ce qui constitue également un écart. En effet, en application de cet article 3, ces campagnes devaient notamment porter sur les PFAS susceptibles d'être ou d'avoir été présents dans les rejets aqueux de l'établissement. Le PTFE ayant été utilisé récemment, il est susceptible d'être présent dans les effluents.

Les résultats de ces trois campagnes, transmis par l'exploitant via le portail GIDAF, sont les suivants :

- Octobre 2023 : 2 µg/l et 0,126 g/j sur l'AOF ; < LQ sur les 28 PFAS.
- Novembre 2023 : < LQ sur l'AOF et les 28 PFAS
- Décembre 2023 : < LQ sur l'AOF et les 28 PFAS

Concernant la campagne d'octobre 2023, l'exploitant précise que le débit de 63 m³/j déclaré « est une estimation qui correspond à la consommation totale [d'eau potable issue du réseau public] du site divisée par le nombre de jours travaillé soit 22 jours sur le mois d'octobre. » Cette estimation apparaît incohérente. En effet :

- La consommation d'eau liée au refroidissement des GPI de TPE (assurant un appoint d'eau du circuit de refroidissement) ne représente qu'une partie minoritaire de la consommation d'eau potable du site.

- Les eaux pluviales collectées et rejoignant le fossé au niveau de l'exutoire EP n'ont pas été prises en compte par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire procéder, dans un délai maximal de deux mois et selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, à une nouvelle campagne ponctuelle, au niveau de l'exutoire EI. Pour cela :

- à défaut de rejet (niveau haut du bassin non atteint), les prélèvements seront réalisés directement dans le bassin n°1 ;

- ces campagnes porteront également sur le PTFE, en plus des paramètres et polluants mesurés lors des campagnes 2023 ;

- à défaut de rejet (niveau haut du bassin non atteint), l'exploitant justifiera le calcul du débit de rejet, qui pourra être déterminé, par exemple, à partir du diamètre des tuyauteries de sortie du bassin, à partir de la pluviométrie, de la surface de collecte du bassin et de la consommation d'eau du réseau liée au refroidissement des GPI de TPE, ou encore à partir du volume annuel rejeté au niveau de l'exutoire EI.

Les résultats seront transmis selon les mêmes modalités que pour les campagnes 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les campagnes 2023 ont été réalisées par la société IANESCO, qui est accréditée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements des campagnes 2023 ont été réalisés sur 24 h. Toutefois rien ne garantit que, lors des prélèvements, le niveau haut du bassin était atteint et donc qu'une partie des eaux de refroidissement étaient rejetées. Un doute sérieux subsiste donc quant à la représentativité de ces prélèvements. En outre, puisque les prélèvements ont été réalisés au niveau de l'exutoire EP, même si le niveau haut du bassin n°1 était atteint, les effluents auraient été dilués par les autres eaux pluviales collectées, ce qui constitue un écart.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf point de contrôle n°2
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Aucun écart constaté concernant les campagnes 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats des campagnes 2023 ont été renseignés sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Audit GPI

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.541-364
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p> <p>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation, délivrée par l'AFNOR le 26 janvier 2023, relative à l'audit de prévention des pertes de GPI réalisé en décembre 2022. Cette attestation conclut à la conformité des installations.</p> <p>L'exploitant a également présenté un rapport d'audit, sous la forme d'un tableur daté du 4 novembre 2022. À défaut d'autre document transmis par l'auditeur, ce document, bien que non protégé (et donc modifiable) et non signé, est assimilé au rapport d'audit mentionné à l'article D.541-364.</p> <p>L'exploitant a seulement mis à la disposition du public, sur son site internet, l'attestation susmentionnée, mais pas le rapport d'audit (ou une synthèse), ce qui constitue un écart.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la mise en ligne du rapport (ou d'une synthèse).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention du rejet de GPI dans les eaux pluviales

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.541-361
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
Constats : Le rapport d'audit mentionné dans le point de contrôle n°7 conclut à la conformité de l'établissement concernant la mise en œuvre de moyens techniques permettant de prévenir le rejet dans l'environnement de GPI, alors que seul un programme de nettoyage par balayeuse est mentionnée. Fin 2024, donc postérieurement à l'audit de janvier 2023, l'exploitant a mis en place, en tête du fossé de collecte des eaux pluviales (désormais busé), un dispositif de traitement des eaux pluviales (par vortex) afin de récupérer d'éventuels GPI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines (obligations de l'APC de 2018)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place une surveillance des eaux souterraines sur les 3 piézomètres installés selon les modalités définies ci-après.

Les piézomètres sont implantés selon le plan annexé au présent arrêté. Ils sont physiquement protégés de tout risque d'écoulements volontaires ou involontaires de polluants et ils sont maintenus en service durant la surveillance mise en place.

Fréquence de prélèvement : semestrielle (période de basses et hautes eaux).

La hauteur piézométrique est relevée à chaque prélèvement.

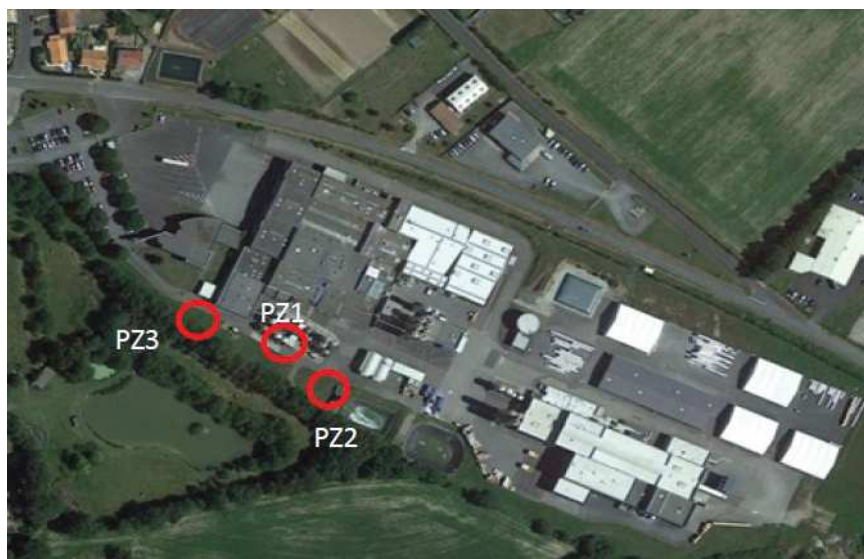
Paramètres	Code Sandre
Diméthylphthalate (DMP)	1489
Diéthylphthalate (DEP)	1527
Di-n-Butylphthalate (DBP)	1462
Butyl benzyl phthalate (BBP)	1924
Bis-(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)	6616
Di-n-octylphthalate (DnOP)	3342
BDE28	2920
BDE47	2919
BDE99	2916
BDE100	2915
BDE153	2912
BDE154	2911
BDE183	2910
BDE209	1815

Le résultat des analyses sont transmis à l'inspection selon les modalités qu'elle aura définies.

En cas d'évolution significative sur la qualité des eaux souterraines, l'exploitant transmet ses commentaires à l'inspection.

Constats :

La surveillance imposée par cet arrêté complémentaire a été mise en place en 2017. Les conditions de cette surveillance sont respectées par l'exploitant.



Les résultats sont transmis via GIDAF. L'évolution des résultats, sur les 4 dernières années, est la suivante :

- Pz1 (source de pollution)

Paramètre	Historique									Concentration	
	14/05/2020	19/10/2020	08/03/2021	15/09/2021	22/03/2022	19/09/2022	20/03/2023	18/09/2023	15/07/2024	Mesure du : 10/12/2024	
Hauteur colonne d'eau :	13.1	12.8	13.1	13.1	12.9	13.1	13.2	13.4	12.6	12.7	m
pH	6.1	6.2	5.1	5.8	5.7	5.9	5.8	5.7	6.0	5.8	U pH
Conductivité	307	337	292	310	351	349	313	299	296	304	µS/cm
Dibutylphthalate (DBP)	1.2	3.7	9.0	1.5	1.0	6.7	< 0.1	1.3	< 5.10	6.9	µg/l
Diéthylhexylphthalate (DEHP)	< 0.5	106440.0	547750.0	14500.0	2110.0	24500.0	< 200.0	56600.0	> 2000.0	> 24000	µg/l

- Pz2 (aval latéral proche)

Paramètre	Historique									Concentration	
	14/05/2020	19/10/2020	08/03/2021	15/09/2021	22/03/2022	19/09/2022	20/03/2023	18/09/2023	15/07/2024	Mesure du : 10/12/2024	
Hauteur colonne d'eau :	12.0	11.6	11.3	11.3	11.9	11.4	11.8	11.6	12.2	12.2	m
pH	5.6	5.5	5.4	5.4	5.5	5.7	5.5	5.5	5.9	5.6	U pH
Conductivité	352	480	361	320	340	379	328	326	307.0	294	µS/cm
Dibutylphthalate (DBP)	< 0.1	< 0.1	15.4	< 0.1	< 0.1	0.1	0.1	< 0.1	0.1	< 0.05	µg/l
Diéthylhexylphthalate (DEHP)	< 0.5	26.5	1.1	1.4	0.5	5.9	2.5	57.7	0.90	0.5	µg/l

- Pz3 (aval latéral proche)

Paramètre	Historique									Concentration	
	14/05/2020	19/10/2020	08/03/2021	15/09/2021	22/03/2022	19/09/2022	20/03/2023	18/09/2023	15/07/2024	Mesure du : 10/12/2024	
Hauteur colonne d'eau :	11.8	11.6	12.0	11.9	11.8	11.8	11.9	11.5	11.5	11.8	m
pH	6.2	6.6	6.1	6.2	6.3	6.2	6.1	6.0	6.2	6.1	U pH
Conductivité	333	432	307	362	345	410	352	345	309.0	300	µS/cm
Dibutylphthalate (DBP)	< 0.1	< 0.1	0.6	< 0.1	< 0.1	0.1	< 0.1	0.1	< 0.05	< 0.05	µg/l
Diéthylhexylphthalate (DEHP)	< 0.5	63.9	473.0	39.5	20.0	321.0	14.9	< 0.2	0.2	> 24000	µg/l

Une variabilité importante des résultats est constatée, notamment entre les périodes hautes-eaux et basses-eaux. Sur les 4 dernières années, aucune évolution significative n'est constatée. Les concentrations en DEHP restent ainsi extrêmement importantes. Le maximum aurait été atteint en mars 2021 sur l'ouvrage Pz1, avec une concentration de 547 750 µg/l. Néanmoins, lors des campagnes 2024, le laboratoire n'a pas pu déterminer la concentration exacte en DEHP et a indiqué des valeurs minimales (par exemple > 24 000 µg/l).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf bilan hors points de constats.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent [...] les dispositions suivantes :

1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

[...]

5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.

L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.

[...]

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines. »

Constats :

Compte tenu des résultats de la surveillance des eaux souterraines (cf point de contrôle n°9), le site est dans un contexte de pollution au sens de l'article 65 bis.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une étude hydrogéologique justifiant de la pertinence du réseau de surveillance mis en place, ce qui constitue un écart.

Même si le réseau de surveillance correspond à celui mentionné dans l'article 1 de l'arrêté complémentaire du 30 août 2018 (cf point de contrôle n°9), il ne comprend aucun ouvrage en amont et les trois piézomètres en aval présumé sont alignés (cf plan ci-après), ce qui constitue un écart. Cette implantation ne permet pas de statuer avec certitude sur le sens d'écoulement des eaux souterraines.

En outre, les trois ouvrages actuels de surveillance ont été implantés sur site, alors qu'une pollution très importante est actuellement constatée au droit des installations et qu'une migration en dehors du site n'est pas exclue. Le réseau actuel est ainsi insuffisant pour surveiller l'évolution de cette pollution. Dans le cadre de la réalisation de l'étude hydrogéologique, il conviendra donc d'envisager le renforcement de ce réseau par des ouvrages hors site (en plus d'un ouvrage en amont). La mise en place d'ouvrages hors site apparaît d'ailleurs indispensable à la réalisation de l'interprétation de l'état des milieux (cf bilan hors points de constats).

Les ouvrages actuels n'ont pas été inscrits à la Banque du Sous-Sol du BRGM, ce qui constitue un écart.

Le niveau NGF n'est pas indiqué sur les ouvrages actuels, ce qui constitue un écart.

En application de cet article 65 bis, le premier bilan quadriennal devra être réalisé avant le 1^{er} juillet 2026 (4 ans à compter de l'entrée en application de cette prescription). Néanmoins, puisque ce bilan doit conduire au réexamen de l'étude hydrogéologique (actuellement inexistante) et puisque l'exploitant dispose de données depuis 2017, il semble pertinent d'anticiper ce bilan, afin qu'il soit réalisé concomitamment à l'élaboration de l'étude hydrogéologique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de l'inscription des ouvrages à la Banque du Sous-Sol du BRGM et de l'indication, sur ces ouvrages, du niveau NGF, dans un délai maximal d'un mois.

L'étude hydrogéologique, contenant l'ensemble des éléments prévus à l'article 65 bis, sera transmise sous 3 mois.

Les éléments justifiant du renforcement du réseau de surveillance (a minima avec un ouvrage en amont) seront transmis sous 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Aires de dépotage des produits liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

Constats :

Le site comprend deux parcs extérieurs de stockage de produits liquides en cuves : un pour la zone PVC du site et un pour la zone TPE. Ces deux parcs sont chacun associés à plusieurs aires de déchargement.

Zone PVC :



Les aires de déchargement associées à ce parc sont étanches et reliées au réseau de collecte des eaux pluviales, qui peut être obturé (point de rejet général du site), entraînant une montée en charge du réseau de collecte. Néanmoins, au vu des consignes présentées par l'exploitant et des constats réalisés (déchargement en cours lors de la visite de contrôle), l'obturateur n'est pas fermé préventivement, avant le démarrage du déchargement. En cas d'incident, un opérateur devrait donc fermer manuellement l'obturateur situé à plusieurs dizaines de mètres des aires de déchargement. Ce dispositif ne peut donc pas être assimilé à une rétention déportée. En effet, en application du point II de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010, le dispositif d'obturation d'une rétention doit être maintenu fermé. Le dispositif actuel est donc non-conforme.

En outre, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ce dispositif est correctement dimensionné (cf point I de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010).

Zone TPE :

Les aires de déchargement associées à ce parc sont étanches et reliées au réseau de collecte des eaux pluviales (secteur Est), qui est muni d'un bassin d'orage/confinement étanche, pouvant être obturé. Néanmoins, au vu des consignes présentées par l'exploitant, ce bassin n'est pas fermé préventivement, avant le démarrage du déchargement. En cas d'incident, un opérateur devrait donc fermer manuellement l'obturateur du bassin, situé à plusieurs dizaines de mètres des aires de déchargement. Ce dispositif ne peut pas être assimilé à une rétention déportée. En effet, en application du point II de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010, le dispositif d'obturation d'une rétention doit être maintenu fermé. Le dispositif actuel est donc non-conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, dans un délai de 6 mois, du respect de ces dispositions. En ce qui concerne en particulier le parc PVC, l'exploitant justifiera du bon dimensionnement de la capacité de rétention associée aux aires de dépotage, et que cette capacité de rétention reste disponible, y compris en cas de précipitations.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois